

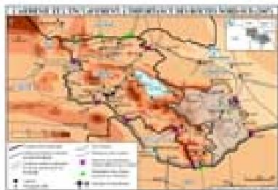
Julien Zarifian

7 février 2007

Arménie, notre amie...

Julien Zarifian est doctorant à l'Institut français de géopolitique, Université Paris 8 et Fulbright *Visiting Scholar* à l'ISEEES, Université de Californie à Berkeley.

« Arménie mon amie », tel est le nom donné à l'Année de l'Arménie en France, année qui court de septembre 2006 à juillet 2007. Cette appellation n'est pas anodine. Très connotée, elle change des « Djazaïr » (appellation de l'Année de l'Algérie en France en 2003) ou « Brésil/Brésils » (pour l'Année du Brésil en France en 2005). Certes elle symbolise les bons rapports entretenus par les deux nations. Rapports anciens qui ont atteint un niveau de proximité très élevé depuis la fin de la Première guerre mondiale et l'arrivée en France d'un grand nombre d'Arméniens sujets ottomans, rescapés du génocide de 1915. Toutefois, comme le dit la formule rendue célèbre par le Général De Gaulle « un Etat n'a pas d'amis, il n'a que des intérêts ». Ainsi, si l'année de l'Arménie en France, s'intitule « Arménie mon amie », c'est aussi sans doute car il y a intérêt, pour une puissance comme la France, à être « amie » avec la république d'Arménie. L'idée peut sembler au premier abord saugrenue : quels atouts pourrait posséder l'Arménie ? C'est un pays montagneux et de hauts plateaux, plus petit que la Belgique, peu peuplé (3,5 millions d'habitants selon les chiffres officiels, certainement nettement moins du fait d'une émigration soutenue depuis l'indépendance du pays de l'URSS en 1991) et sans ressources naturelles. Du reste, comme le note l'ancien président arménien Lévon Ter-Pétrossian : « Dans cette île qu'est la Transcaucasie, à la différence de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, l'Arménie ne dispose d'aucun accès maritime [1] »



Cliquez sur l'image pour télécharger la carte.

L'idée semble nettement moins saugrenue si l'on examine de près la situation géopolitique régionale, et les signes qui laissent penser que, outre l'allié traditionnel russe, la France, l'Union européenne, mais aussi et surtout les Etats-Unis, s'intéressent à l'Arménie. Il ne s'agit pas d'affirmer que le sud Caucase, la Transcaucasie des Russes, est le déterminant unique de la politique étrangère des grands pays ou ensembles qui l'entourent (la Russie, l'Union européenne et dans une moindre mesure l'Iran ou la Turquie) ; encore moins des Etats-Unis. La région et l'Arménie sont néanmoins d'une importance non négligeable pour chacun des acteurs sus-cités.

Le « grand frère russe » et le « petit frère arménien »...

Pour la Russie, la Transcaucasie fait partie de sa zone d'influence naturelle. Conquise au 19^e siècle la région fit ensuite partie intégrante de l'URSS. Frontière sud-ouest de la CEI, elle relie aujourd'hui la Russie à l'Iran, partenaire d'importance, et aux Proche et Moyen Orients. Dans le contexte de recul relatif de la Russie de son étranger proche, de relations difficiles avec la Géorgie et sur fond de percée américaine et otanienne, l'Arménie apparaît comme le dernier allié régional sûr. L'axe Moscou-Erevan-Téhéran prend ainsi toute son importance.

Pour l'Arménie, un des déterminants importants du rapport au monde est la relation difficile avec les voisin turc (à l'ouest) et azéri (à l'est). Les bons rapports avec la Russie et notamment l'alliance militaire apparaît donc à beaucoup d'Arméniens comme vitale. L'histoire régionale, complexe et souvent tragique, a laissé des traces et les traumatismes du génocide de 1915 et les divers massacres commis à leur encontre sont encore palpables. La représentation de l'« ennemi historique », représenté comme « turco-azéri », et symbolisant l'étau dans lequel l'Arménie se trouverait coincée, est très marquée. Comme le souligne Gaïdz Minassian, c'est la « représentation horizontale du danger [2] ». De plus, bien que la guerre du Karabagh, entre les forces arméniennes et l'Azerbaïdjan, ait été remporté par la partie arménienne, le conflit demeure gelé. Le cessez-le-feu tient tant bien que mal depuis 1994, mais une reprise des combats n'est toutefois pas à exclure.

L'Arménie est ainsi membre de ce qui est considéré comme la branche militaire de la CEI, menée par Moscou, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OSTC, Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan). Bien qu'aussi membre du Partenariat pour la Paix (PpP) de l'OTAN, elle s'est toujours engagée fortement dans cette organisation.

Les accords militaires entre les deux Etats sont nombreux et importants : « Elle [l'Arménie] a signé, le 15 mai 1992, le Traité de sécurité collective de la CEI, contenant une clause d'assistance automatique en cas d'agression à l'encontre d'un des États parties. [...] Le 30 septembre 1992, Erevan a également conclu avec Moscou un accord sur le maintien de gardes-frontières russes en Arménie. [...] Enfin, en vertu d'un accord signé le 16 mars 1995 pour une durée de 25 ans, les responsables arméniens et russes ont convenu du stationnement de la 102^eme base militaire russe dans la ville de Gumri (...) [3] » La présence militaire russe en Arménie est en terme de nombre d'armes, de qualité et de puissance, la première de CEI [4]. « Le « traité d'amitié, de coopération et d'entraide » signé le 22 août 1997 entre les deux pays leur permet ainsi d'utiliser les installations militaires de l'autre en cas d'agression extérieure. Ce traité a encore été renforcé par la création le 28 janvier 2002 d'une force bilatérale de sécurité commune [5] ». L'Arménie accueillerait aujourd'hui sur son sol environ 8 000 soldats russes, dont 3 000 gardes-frontières. Mais, c'est surtout dans le domaine aérien et de défense anti-aérienne que l'alliance russo-arménienne revêt une importance capitale. « La base aérienne d'Erebuni près d'Erevan, à 15km de la frontière turque, accueille ainsi le 426^eme groupe d'aviation équipé d'une quinzaine de chasseurs-bombardiers Mig-29. [...] l'élément le plus important est composé de huit batteries de missiles anti-aériens S-300 déployées sur les hauteurs de Gumri, dans le nord du pays, qui grâce à leur portée de plus de 300km, couvrent l'ensemble du territoire arménien, la plus grande partie de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan ainsi que tout l'est de la Turquie [6] ». Enfin, les hommes et matériels des bases que la Russie a évacuées de Géorgie, ces derniers mois, ont été en partie transférés en Arménie, et notamment vers la base Gumri.

Si cette alliance majeure symbolise les bonnes relations, celles-ci connaissent néanmoins quelques difficultés. Les Arméniens craignent notamment une trop grande dépendance, entre

autres énergétique, envers la Russie. De plus, les crimes racistes de ces derniers mois, très « en vogue » à Moscou, commis à l'encontre d'Arméniens, contribuent à ternir l'image de la Russie en Arménie, surtout parmi la population. S'il y a quelques années, la Russie était vue comme « grande amie » [7], le vent semble tourner, au moins de façon relative, ces derniers temps.

Côté arménien, c'est ainsi dans le double contexte d'axe privilégié Moscou-Erevan-Téhéran mais aussi de recherche de partenariats diversifiés que doivent être envisagées les relations arméno-iraniennes.



Les conflits liés au pétrole

Cliquez sur l'image pour télécharger la carte.

Arménie-Iran : des relations à contre-courant mais au beau fixe...

Les relations entre les deux nations sont bonnes et fondées sur des rapports très anciens. Dans les tous premiers temps de l'indépendance de l'Arménie, en pleine guerre du Karabagh, elles ont même été vitales pour l'Arménie. De nombreux observateurs considèrent que l'Arménie n'aurait pu survivre, notamment pendant les hivers 1991-1992 et 1992-1993, sans ses relations économiques et commerciales avec l'Iran [8]. Bien que pays chiite, comme la majorité des Azéris, l'Iran n'a pas soutenu l'Azerbaïdjan pendant le conflit du Karabagh en gardant une attitude de neutralité, considérée comme bienveillante à Erevan. Du fait du blocus turc imposé en soutien à l'Azerbaïdjan depuis 1993, et de fait du blocus azéri, l'Iran constitue une des seules voies de communication terrestre que l'Arménie a avec l'extérieur.

Côté iranien, l'isolement que connaît la république islamique donne à ces bons rapports un caractère précieux et important. Ils ont été réaffirmés récemment contre vents et marées et malgré les pressions américaines par les autorités de Erevan. Même interrogé sur les propos anti-Israéliens et négationnistes du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, fin 2005, le ministre des Affaires étrangères arménien Vartan Oskanian s'est borné à expliquer que son pays a « toujours vu [ses] relations avec l'Iran exclusivement dans le cadre des relations bilatérales et ne commente pas les sujets qui sortent de ce cadre [9] ».

Ces rapports sont aujourd'hui surtout fondés sur des intérêts stratégico-économiques communs. Des projets de grande envergure illustrent ce partenariat, comme la construction d'un gazoduc entre les deux pays, chargé d'acheminer le gaz iranien en Arménie. Il fera environ 150 kilomètres de long, dont cinquante kilomètres en Arménie et sera achevé, selon toute vraisemblance, en 2007 [10].

L'objectif de l'Arménie est ici de diversifier ses fournisseurs de sources d'énergie pour ne pas être totalement dépendante de la Russie. En effet, à terme, il se dit que le gazoduc permettra à l'Arménie d'importer autant de gaz d'Iran que de Russie [11]. A moins que Gazprom ne fasse main basse sur ce dernier... Selon certaines sources, ce serait déjà le cas. Toujours dans le domaine énergétique, les trois lignes à haute tension, reliant les réseaux électriques des deux pays et les rendant plus performants témoignent aussi de la coopération étroite [12].

Maintenant ces rapports stratégiques avec l'Iran et la Russie, l'Arménie n'en est pas moins amenée, ces dernières années, à une coopération étroite avec les Etats-Unis, qui deviennent peu à peu une puissance régionale...

L'Arménie et la percée américaine dans la région...

Comme l'explique Dov Lynch, spécialiste de la région : « Pour les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE, la région du Sud Caucase offre des opportunités, qu'il s'agisse de l'exploitation de ses réserves énergétiques, de sa position géographique ou de la présence de l'Azerbaïdjan, Etat musulman modéré. Mais elle est également une source de menaces, sous la forme de transits de nature criminelle, de réseaux terroristes internationaux et des dangers liés à la faiblesse de ses Etats. Cette vision à la fois positive et négative de la région a incité à lui accorder u attention accrue et à s'y engager d'avantage [13] ».

Calés entre le Grand Moyen Orient et la Russie, les trois ex-républiques soviétiques, font l'objet d'une attention particulière à Washington, notamment depuis le milieu des années 1990 et les premières tractations autour de l'acheminement du pétrole caspien vers l'ouest. Dans le contexte actuel de guerre (difficile) contre la terreur, de « grand jeu » avec la Russie ainsi que de conflit plus ou moins ouvert avec l'Iran, la région apparaît comme une base arrière de choix. L'espace aérien régional est d'ailleurs un lieu de passage important pour les flottes américaine et de l'OTAN qui rejoignent l'Afghanistan et l'Asie centrale.

L'Azerbaïdjan et surtout la Géorgie, dont l'armée est financièrement et techniquement appuyée par les Etats-Unis [14], peuvent être considérés comme des alliés de Washington. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), doublé du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE), semble avoir scellé ces rapprochements nets et en tout cas les symbolisent. Néanmoins, certaines déconvenues rencontrées auprès de ses alliés traditionnels comme la Turquie, ou encore la montée de l'anti-américanisme parmi les populations proche et moyenne orientales, notamment arabes, laissent penser que l'hyperpuissance américaine est très désireuse de diversifier au maximum ses partenariats. L'Arménie, relativement stable, de tradition chrétienne, et qui dispose aux Etats-Unis d'une diaspora organisée et active, ne peut être négligée.

L'inauguration, en mai 2005, d'une immense ambassade américaine à Erevan tend à confirmer cette hypothèse². Un autre signe, d'importance, est l'aide financière américaine versée tous les ans à l'Arménie. Selon les sources officielles américaines, 1,5 milliards de dollars ont été octroyés à l'Arménie en aide humanitaire et assistance technique depuis l'indépendance de ce pays [15]. Son inclusion (aux côtés de la Géorgie mais non de l'Azerbaïdjan) au *Millenium Challenge Program*, programme d'aide financière d'envergure lancé par l'administration Bush en 2004, va aussi dans ce sens [16]. Si le rôle du lobby arménien des Etats-Unis n'est pas à négliger dans l'obtention de ces aides financières, elles témoignent ainsi de l'intérêt que les gouvernements de Washington ont pour l'Arménie. Surtout, cette aide inscrit dans la durée les relations bilatérales.

L'Arménie et l'Europe : enfin si proches ?

Dans le cas de l'UE, il faut différencier les rapports que peuvent entretenir chacun des Etats avec l'Arménie, dans le cadre de sa politique étrangère propre, de la politique menée par les institutions européennes, notamment de Bruxelles.

Au niveau bilatéral, des pays comme la France, la Grande Bretagne ou l'Allemagne ont fait montre de leur intérêt pour la région. L'Allemagne, par exemple, est l'un des principaux partenaires de l'Arménie, 1ère en matière d'importations et 3ème pour les exportations [17]. Malgré les investissements en progression et l'implantation de grands groupes comme Pernod-Ricard, la Cogema ou Véolia, c'est surtout au niveau politique que la France apparaît comme le pays européen le plus impliqué. Coprésidente du Groupe de Minsk avec la Russie et les Etats-Unis [18], la France est souvent considérée comme « plutôt favorable » à la partie arménienne. Les visites officielles et gestes symboliques ont été nombreux entre les dirigeants des deux pays, impulsés parfois par la diaspora arménienne de France. La récente visite de Jacques Chirac à Erevan inaugurant l'Année de l'Arménie en France, mais aussi la grande activité des groupes d'amitié franco-arméniens du Parlement français [19] en sont les meilleurs exemples. De même l'excellente tenue de l'université française de Erevan et surtout le fait qu'elle soit « la plus importante dans son genre en dehors du territoire français [20] », signale plus particulièrement que c'est bien d'influence et d'avenir dont il s'agit.

L'Union européenne est aussi largement impliquée. C'est surtout envers la région sud Caucase dans son ensemble que la politique de l'UE est dirigée. Depuis 2003, elle a sur place, à Tbilissi, un Représentant Spécial pour le Sud Caucase. Les trois pays font partie de la politique de voisinage depuis 2004, et sont membres du Conseil de l'Europe. Le PCA (*Partnership and Cooperation Agreement*) conclu en 1996 et entré en vigueur en 1999, constitue le socle des relations européo-arméniennes [21]. Depuis l'indépendance de l'Arménie en 1991, l'UE lui a alloué plus de 400 millions d'Euros d'assistance. Cette assistance est largement régie par les programmes TACIS (*Technical Assistance for the Commonwealth of Independent States*). Ceux-ci se concentrent sur les réformes institutionnelles et administratives ainsi que la réduction de la pauvreté. Le programme TRACECA (*Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia*) témoigne aussi de l'importance de la région comme voie de communication terrestre difficilement contournable pour l'UE. Il a été lancé en 1993, « en vue de développer les réseaux de transport sur un axe Est-Ouest [22] ». Du côté arménien, tous les rapprochements avec l'UE, perçu comme un ensemble riche, démocratique et stable, sont les bienvenus.

Un « grand jeu » semble bien se dessiner autour de et pour l'Arménie.

Alors que les deux autres pays du sud Caucase ont depuis longtemps entamé leur rapprochement vers l'Occident et notamment les Etats-Unis, la « vaillante petite alliée », comme la nommait Clémenceau, semble demeurer celle de la Russie. Non pas que le gouvernement d'Erevan rejette les coopérations avec d'autres pays, au contraire : c'est la logique de la complémentarité qui tente d'être appliquée. Pour reprendre les termes de Vartan Oskanian sur la politique de complémentarité menée par son pays : « Il ne s'agit pas d'une politique d'équilibre, comme beaucoup ont tendance à le croire. L'équilibre implique la symétrie entre les partenaires, qui doivent être traités sur un pied d'égalité. La complémentarité repose, au contraire, sur l'asymétrie. Les relations entre l'Arménie, la Russie et les Etats-Unis diffèrent, par exemple, en intensité. Elles ne sont pas guidées par des considérations idéologiques mais se sont établies au gré des besoins, des intérêts et des souhaits de chacun » [23]. Cette politique, réaliste, faisant la part belle à la Russie pour des raisons de sécurité, semble au demeurant fonctionner relativement bien. Elle n'en demeure pas moins un « grand écart constant ». En tout état de cause, on peut craindre qu'en cas de hausse

des pressions d'un ou de plusieurs des partenaires la situation devienne difficile pour l'Arménie.

En outre il n'est pas exclu qu'un changement à la tête de l'exécutif arménien en 2008, année d'élections, précipite les choses et bouleverse la donne.

Julien Zarifian

[1] Levon Ter-Petrossian, propos recueillis par Sylvaine Pasquier, « L'Arménie doit d'abord faire la paix », *L'Express*, 15.02.2001.

[2] Gaïdz Minassian, *Caucase du sud, la nouvelle guerre froide, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie*, Autrement, Paris, 2007, 188 pages, p. 70.

[3] Annie Jafalian, « Appels d'influence dans le Caucase du Sud : opposition et convergence des axes de coopération », *Géoéconomie*, hiver 2003-2004, nème 28, pp. 63-82, p. 66.

[4] Cyrille Cloaguen, entretien du 25.01.2007, Paris-Berkeley.

[5] Cyrille Cloaguen, entretien du 25.01.2007, Paris-Berkeley.

[6] Cyrille Cloaguen, entretien du 25.01.2007, Paris-Berkeley.

[7] Selon des sondages menés en 1994 par le centre de recherches arménien ACNIS. ACNIS (Armenian Center for National and International Studies), *Armenia's national and international security in the next decade*, Presentation of expert and public poll results, August 2004, 17 pages, p. 14.

[8] De Waal, Thomas, *Black Garden, Armenia and Azerbaijan through peace and war*, New York University Press, New York and London, 2003, p. 205.

[9] Julien Zarifian, « A contre-courant ? », *caucaz.com*, 32.04.2006.

[10] “Armenian-Iranian pipeline project put back to year-end”, *Interfax*, Russia, November, 16, 2004.

[11] Atom Markarian, “Armenia, Iran Deepen Energy Cooperation”, RFE/RL, 30/11/2004, Armenia report.

[12] “2nd Iran-Armenia electricity line to be launched”, IRNA, www.payvand.com/news, Tehran, November 29, 2004 et Extrait du bulletin mensuel du site internet GAB, International Business Network for Armenia and Caucasus, Juin 2006 - Extrait - Energie et développement durable, 07.09.2006, <http://www.gab-ibn.com/article.php3...>

[13] Dov Lynch, « Une dynamique de l'insécurité régionale », Les Cahiers de Chaillot, nème 65, décembre 2003, *Le Sud Caucase : un défi pour l'UE*, pp. 9 à 21, p. 16.

[14] “U.S. signs new military assistance accord with Georgia”, *RFE/RL Newslines*, Transcaucasia and Central Asia, September 20, 2006, Volume 10, Number 174.

[15] U.S. Department of State, *Bureau of European and Eurasian Affairs*, April 2005, Background Note : Armenia, <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/5275.htm>.

[16] Secretary Colin L. Powell, “Remarks at Millennium Challenge Corporation Public Meeting”, Washington DC, <http://www.state.gov/secretary/form...>, November 10, 2004 ; et Blustein Paul, “Foreign Aid Boost Is Expected in Bush Budget”, *The Washington Post*, February 6, 2005. Pour plus de détails sur ce programme, se reporter au site de la Millennium Challenge Corporation : <http://www.mca.gov>.

[17] CIA, *The World Factbook*, Armenia - Economy, <https://www.cia.gov/cia/publication...>

[18] Le Groupe de Minsk a pour but d'amener les deux parties, arménienne et azéri à régler le conflit du Haut-Karabagh. Coprésidé par les Etats-Unis, la Russie et la France, sous l'égide de l'OSCE, a été formé dès 1992.

[19] Fiche « Arménie » sur le site du Ministère des Affaires Etrangères français, rubrique « coopération culturelle, scientifique et technique », http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/armenie_456.

[20] Site internet « Arménie mon amie », Message des ambassadeurs, Edward Nalbandian et Henry Cuny, « Des siècles d'amitié et de confiance mutuelle », <http://www.armenie-mon-amie.com/Mes...>

[21] Commission of the European Communities, Commission Staff Working Paper, “Armenia”, 02.03.2005, Brussels, 29 pages, pp. 3 and 4.

[22] « L'Union européenne et le Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) », chapitre Assistance technique et financière de l'UE : TACIS', dossier mis à jour en novembre 2006, La documentation Française, <http://www.ladocumentationfrancaise...>

[23] Oskanian, Vartan (entretien avec Marie Jégo), « Le rêve arménien », *Politique internationale*, n° 104, été 2004, 5 pages.